

Bruxelles, 19 juin 2015

L'Afrique sub-saharienne : trois économies d'Afrique orientale à l'abri du mauvais temps

Si les prix élevés des matières premières, dont l'Afrique sub-saharienne est très dépendante, ont pu accélérer sa croissance, la région doit gérer aujourd'hui les effets de la chute des cours du pétrole. 45 pays passés au crible de Coface s'avèrent affectés de manière inégale. Parmi ces pays, 3 ont tous les atouts nécessaires pour enregistrer une croissance dynamique à la fois à court et long terme. Ils sont relativement épargnés par la baisse des cours mondiaux des matières premières et leur économie se diversifie.

13 pays peu affectés par la baisse récente des cours mondiaux des matières premières

Une conjonction exceptionnelle de facteurs favorables a permis une accélération de la croissance africaine (près de 5% par an en moyenne depuis 2008) : un rattrapage structurel lié à un niveau initial de revenu par habitant relativement faible, des investissements étrangers élevés, un environnement politique plus stable, de nombreuses annulations de dette. Ce décollage a été aussi porté par les cours élevés des matières premières dont la région est très dépendante. Les combustibles (pétrole pour l'essentiel) comptent pour 53% des ventes de l'Afrique sub-saharienne à l'export, loin devant les minerais, métaux et gemme (17%) et les produits alimentaires et matières premières agricoles (11%). Pour certains pays, comme le Nigéria, le Tchad, la Guinée équatoriale ou l'Angola, la part des combustibles dans les exportations varie entre 60% et 100%.

Ainsi, la région est globalement fragilisée par l'ampleur et le caractère durable de la chute actuelle des cours de matières premières. Les situations sont contrastées entre pays, selon qu'ils soient exportateurs nets de matières premières non-renouvelables (pétrole brut et métaux de base, en baisse vertigineuse) ou exportateurs nets de matières premières renouvelables (produits alimentaires et matières premières agricoles, dont le recul des prix est limité). Le score obtenu pour chacun des quarante-cinq pays étudiés (voir l'annexe) a permis d'identifier treize pays relativement peu affectés : l'Ethiopie, Sao Tomé, l'Ouganda, le Malawi, le Cap Vert, le Kenya, le Burundi, les Seychelles, le Centrafrique, l'Ile Maurice, la Tanzanie, le Swaziland et le Togo. La baisse de prix de leurs produits exportés est moins importante que celle de leurs produits importés.

Grands gagnants : Kenya, Ethiopie et Ouganda

Pour aller plus loin dans l'évaluation des risques à long terme au sein des pays d'Afrique subsaharienne, les économistes de Coface ont adopté comme critère la diversification de l'économie. La diversification permet de réduire leur vulnérabilité, soutenir une croissance à long terme et renforcer leur résilience aux chocs externes. Trois pays seulement ont un degré de diversification économique satisfaisant, sans être pénalisés à court terme par le repli des

prix des matières premières. Il s'agit de l'Éthiopie, de l'Ouganda et du Kenya. Les chiffres récents confirment leur potentiel de croissance dynamique : la croissance du PIB y a atteint près de 7% en moyenne en 2014, comparable donc à celle de la Chine.

- Pour l'Éthiopie et l'Ouganda, la diversification se fait par le bais du secteur manufacturier dont l'essor est lié à une intégration réussie dans les chaînes de valeur mondiales (à l'instar de l'essor économique de certains pays d'Asie du sud-est dans le passé). Le nombre de produits exportés y est à la fois supérieur à une centaine de produits et a plus que triplé entre 2000 et 2013. Deux secteurs contribuent particulièrement à la diversification de l'économie : la transformation de produits agricoles et le textile.

Le Rwanda, qui remplit aussi le critère de diversification, est affecté par les fluctuations des cours des matières premières et, de ce fait, ne fait pas partie des « gagnants ».

- Le Kenya a opté pour un modèle de développement basé sur les services (qui pèsent pour plus de 60% du PIB). A la différence d'autres économies d'Afrique subsaharienne misant traditionnellement sur le commerce, les transports/activités de stockage et les services publics, le Kenya affiche une dynamique positive dans les télécommunications (notamment, le « mobile banking ») et l'externalisation des services aux entreprises, grâce à une main d'œuvre bon marché.

C'est le seul pays qui jouit à la fois de l'augmentation du poids de ces secteurs de services à relativement haute valeur ajoutée (transport / communication et services financiers) dans l'économie et de la progression de la part des exportations de services (supérieur à 40% des totales des ventes à l'étranger).

« Pour autant, ce constat positif et un potentiel indéniable ne signifient pas absence totale de risques. La stabilité politique dans la région est fragile. Le manque d'infrastructure constitue aussi une vulnérabilité notoire, ainsi qu'un déficit courant élevé et le niveau d'endettement public en augmentation », pondère Julien Marcilly, économiste en chef de Coface.

CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 gert.lambrecht@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 400 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA



ANNEXE

